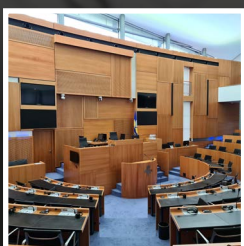


BRUXELLES

DEMAIN

ÉLECTIONS DU 9 JUIN 2024

AGIR OU SUBIR !



ACTUALITÉ
*Prière islamique au
Parlement bruxellois*

Page 3



INTERVIEW
*Le bilan d'une législature
avec Dominiek Lootens-
Stael*

Page 7

DEVENIR MEMBRE?

à.p.d. 50,00 EUR:
adhésion **de soutien**

10,00 EUR:
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES**



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

ÉLECTIONS DU 9 JUIN 2024 : AGIR OU SUBIR !

Il est toujours étonnant de voir combien nous pouvons supporter l'adversité, les problèmes de la vie, les absurdités dont nous abreuvons les médias, les politiciens qui pataugent dans leurs contradictions, leur cynisme et, le plus souvent, leur incompétence crasse.

Pourtant, il arrive tout de même que le peuple, épuisé par tant d'irritations et de déceptions, finisse par se révolter. Nous le voyons dans l'histoire et sur tous les continents. « Tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin elle se casse » dit la sagesse populaire.

Partout en Europe, les peuples se réveillent pour dire non à l'inadmissible. Ils ne le font pas dans l'anarchie. Ils ne mettent pas le feu aux voitures, ils ne molestent pas les policiers, ils ne pillent pas les magasins de grandes marques, non. Ils votent !

C'est Viktor Orban qui se fait réélire avec des scores étonnants et c'est Geert Wilders aux Pays-Bas qui remporte un tiers des sièges au Parlement néerlandais. C'est la courageuse Marine Le Pen que les sondages donnent de plus en plus comme future Présidente de la République française. C'est le Vlaams Belang qui s'approche, de sondage en sondage, des 30 pourcents d'intentions de vote.

Oui, il arrive un moment où les peuples n'en peuvent plus. Ils en ont assez de subir sans cesse les conséquences de politiques qui ont pourtant tant de fois montrés leur inanité dans le passé. Une fois de plus, la sagesse populaire nous enseigne qu'« un âne ne butte pas deux fois sur la même pierre ». Les ânes peut-être, mais nos politiciens des vieux partis vermoulus par contre...

Il faut répéter, inlassablement, combien chaque voix sera importante le 9 juin 2024. L'évolution démographique à Bruxelles et son résultat tragique qu'est le remplacement de notre population enracinée, donne son caractère crucial à ces élections.

Mais déjà, nous voyons que les vieux partis apeurés et les médias subsidiés par les premiers sont prêts à tout pour barrer la route au Vlaams Belang, des amalgames aux mensonges, de l'insulte à la diffamation. Peu importe, les électeurs d'aujourd'hui savent lire entre les lignes, ils savent faire la différence entre le vrai et le faux, voilà pourquoi ils font le choix résolu de voter pour Vlaams Belang.



Bob De Brabandere

Président du Vlaams Belang Bruxelles
Tête de liste pour le Parlement bruxellois



ACTUALITÉ

PRIÈRE ISLAMIQUE AU PARLEMENT BRUXELLOIS

Un imam pakistanais interprétant des chants islamiques au perchoir du parlement bruxellois lors d'une cérémonie de remise de prix. Voilà le spectacle... disons... exotique que l'imam en question a lui-même placé sur les réseaux sociaux le lundi 15 janvier. Après une rapide enquête, il s'avère que la Secrétaire d'Etat bruxelloise Nawal Ben Hamou (PS) était présente au moment des faits, mais celle-ci déclare qu'elle a décidé de quitter l'hémicycle lorsque l'imam a commencé ses psalmodies.

La porte-parole de la Secrétaire d'Etat explique que l'imam a été invité à une cérémonie de remise de prix aux Bruxellois d'origine pakistanaise qui se sont distingués, de même qu'un prêtre et un rabbin. « *Il y avait des gens de toutes sortes d'horizons et de cultures. L'événement n'a pas été organisé par elle* » précise un communiqué. Madame Ben Hamou était là parce qu'elle est en charge de l'égalité des chances.

On demandait récemment au Président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, sur le plateau de l'émission « De Afspraak » sur la VRT, de cesser d'utiliser le vocable Grand Remplacement, parce que c'était inutilement provocateur et que cela risquait d'hypothéquer d'éventuelles négociations gouvernementales au niveau régional en Flandre. Pourtant, certains signes ne trompent pas, ce qui s'est passé au Parlement bruxellois est l'un de ces signes.

Le Vlaams Belang a immédiatement réagi suite à la diffusion des images de cet imam en prière au perchoir du Parlement bruxellois.

« En permettant cela, l'institution mine sa crédibilité. Le Parlement n'est pas un lieu où les religions ont leur place, et il ne peut donc pas être question d'une prière islamique psalmodiée par un imam pakistanais »

Les chants islamiques de l'imam seraient la « salat », la prière rituelle de l'Islam. Ce qui s'est passé au Parlement bruxellois dépasse l'imagination. Le Parlement bruxellois est une institution à part entière dotée de pouvoirs législatifs et de la symbolique qui y est associée. La séparation entre l'Eglise et l'Etat doit être strictement observée. Ce principe fondamental de notre démocratie est une fois de plus menacé aujourd'hui.

Ce n'est pas la première fois que des questions religieuses s'insinuent dans les débats de ce Parlement. Ce fut le cas par exemple avec le débat sur l'interdiction de l'abattage sans étourdissement. On y a clairement vu émerger deux camps. Ceux qui préfèrent les principes religieux à un fait objectif, à savoir la souffrance animale, et ceux qui nuancent leurs croyances pour éviter cette souffrance. C'est très inquiétant.

Les récentes déclarations de l'ancien député de Vooruit (les socialistes flamands), Fouad Ahidar, sur le conflit entre le Hamas et Israël témoignent également d'un parti pris religieux. Même le gouvernement bruxellois est incapable de se distancier des sensibilités religieuses, comme cela est apparu clairement lorsque la STIB a été mise en demeure de ne pas autoriser le port du foulard pour son personnel. Tous les principes démocratiques s'effondrent les uns après les autres sous la pression de l'Islam. Aujourd'hui le Parlement... demain la Constitution ?

Je ne veux pas en rester là et demanderai des comptes au Président du Parlement bruxellois Rachid Madrane (PS). L'objectif principal est désormais de définir les responsabilités et de voir comment nous pouvons empêcher que cela ne se reproduise à l'avenir.

Dominiek Lootens-Stael

Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois
Tête de liste pour le Parlement flamand



VOUS AVEZ LA PAROLE ...

Daniel*

72 ANS, JETTE

Je suis propriétaire de plusieurs immeubles à Jette. Toute ma vie j'ai travaillé d'arrache-pied et j'ai géré mes revenus avec la plus grande prudence pour pouvoir m'offrir une retraite confortable. Je me suis toujours comporté comme un citoyen honnête et j'ai toujours payé mes impôts sans discuter, même si je les trouve exorbitants.

Maintenant je reçois mes précomptes à payer et je constate une augmentation de fous. Ma commune de Jette a, depuis les dernières élections, augmenté le précompte immobilier, pour la part communale, de 38,4%. Pour rappel, le précompte immobilier a rapporté 5 milliards d'euros en 2023, c'était 3,93 milliards en 2021 et 4,9 milliards en 2022. Je me retrouve avec un total de plus de 13.000 euros à payer.

Ces fous furieux se rendent-ils compte que sur les loyers perçus, il faut décompter les frais de réparation de ces biens et que le moindre électricien ou le moindre plombier coûte des fortunes aujourd'hui. Se rendent-ils compte que ces propriétaires font marcher l'économie et qu'ils offrent parfois, comme c'est mon cas, des logements de qualité pour des loyers raisonnables. Comment le gouvernement bruxellois et les communes peuvent-ils se plaindre du manque de logements convenables à Bruxelles et en même temps décourager les propriétaires. Cela démontre une très courte vue sur la réalité des choses.

Cette augmentation démentielle me fait penser que j'aurais mieux fait, comme tant d'autres, de ne pas autant investir dans l'entretien de mes biens, de me contenter de percevoir des loyers prohibitifs et de me foutre de tout. De faire faire le minimum de réparations, toujours en noir. Mais c'est contre mes principes. A Jette, comme dans le reste de ce pays, ce sont les gens malhonnêtes qui gagnent et les honnêtes gens qui douillent. Je suis révolté.

François*

54 ANS, BRUXELLES-VILLE

Petit exemple de la profondeur du mal qui nous (pré)occupe: j'habite à côté d'un infâme bistrot qui est devenu au cours des années un débit de drogues.

Il y a quelques mois de cela, un inspecteur spécialisé dans le trafic de stupéfiants est venu passer quelques soirées du vendredi et du samedi chez moi pour observer les allées et venues de certains « clients » connus des services de police. En collaboration avec des équipes postées dans des véhicules aux alentours, ils ont pu procéder à des arrestations sans pouvoir toutefois prouver la provenance de la drogue. Puis l'inspecteur ne s'est plus manifesté. Je me suis renseigné auprès de son service et on m'a répondu qu'il était « parti ». Avait-il quitté la police ou l'a-t-on déplacé ? Je ne le saurai jamais, mais je soupçonne qu'il doit avoir dérangé certaines personnes.

Depuis, je vois régulièrement des belles berlines de grosse cylindrée, conduites par de jeunes hommes, ou bien des véhicules portant des plaques françaises, luxembourgeoises, néerlandaises ou même anglaises arriver, se garer, les occupants en descendre, rester une heure ou deux dans le bistrot puis partir aussi vite qu'ils sont venus. Quand je rapporte les faits à la police du quartier, on me rit au nez, en me disant que « les touristes ont bien le droit de venir boire un verre » A quoi je leur réponds que ce minable bistrot n'est certainement pas le « Comme chez Soi » ou la « Villa Lorraine » dont la renommée a dépassé nos frontières.... Et voilà comment des réseaux s'installent au vu et au su de tous sans être vraiment inquiétés !

(* = Prénom d'emprunt)



STIB : 50% DES AMENDES NE SONT PAS ENCAISSÉES

L'année dernière, la STIB a infligé pas moins de 72.651 amendes pour défaut de possession d'un titre de transport valable. Cependant, la moitié des montants dû n'a pas été payée par les contrevenants, que ce soit directement à la STIB ou via un huissier de justice. Ce chiffre ressort de la réponse de la ministre de la Mobilité Elke Van den Brandt (Groen) à une question écrite du député bruxellois du Vlaams Belang, Dominiek Lootens-Stael. Une fois de plus, l'usager honnête qui paye normalement ses déplacements en transports en commun est la victime d'une politique laxiste.

72.651 RESQUILLEURS EN 2023

L'an dernier, la STIB a contrôlé pas moins de 1,4 million de voyageurs sur son réseau, dont 72.651 ont été verbalisés pour non-présentation d'un titre de transport valable. Cela représente 4.866 de plus que l'année précédente, soit une augmentation de 7%. La plus grande part des amendes a été infligée pour des infractions au premier degré (54.459), suivies par les récidivistes (17.967) et les voyageurs en possession de faux documents (225).

Le Vlaams Belang en tire comme conclusion que le fait d'augmenter le nombre des contrôles s'avère payant. En tant que Bruxellois, nous pouvons être fiers de nos transports publics, mais n'oublions pas que cet excellent service a un coût. Les recettes des titres de transport sont donc essentielles au financement de ce bel outil.

« Selon la STIB, seuls 40% des amendes infligées sont payées directement et un peu moins de 10 pour cent sont collectés par l'intermédiaire d'un huissier de justice. C'est un pourcentage constant depuis plusieurs années. »

AUGMENTATION DES TARIFS DE 6,9% EN 2024

La moitié des amendes ne sont donc pas perçues, ce qui envoie un très mauvais signal aux fraudeurs qui peuvent poursuivre sans trop s'inquiéter leur comportement asocial. La STIB accuse donc un manque à gagner de plusieurs centaines de milliers d'euros, à l'heure où de lourds investissements sont en cours, comme la ligne 3 du métro, le renouvellement du parc de tramway et du parc de bus ou l'extension du réseau de tramway.

La majorité du budget mobilité de la Région bruxelloise revient toujours à la STIB. Celui-ci s'élevait à 1,19 milliard d'euros en 2022. En 2024, les tarifs vont augmenter pour la première fois depuis des années, il s'agira d'une augmentation de 6,9%. Les tarifs sociaux ne changeront pas dans la plupart des cas. De nombreuses familles vulnérables bénéficient déjà de transports publics quasi gratuits. L'argument selon lequel certaines personnes éviteraient de payer en raison d'un manque d'argent ne tient donc pas la route.

Le problème réside dans le comportement asocial de nombreux individus qui pensent que, comme l'autorité ne se fait absolument pas sentir, à aucun niveau, il serait absurde de respecter ici les règles et les lois et donc de payer pour les transports publics. Il appartient au ministre en charge de ce dossier d'élaborer une stratégie suffisamment répressive pour qu'elle soit dissuasive. Les amendes doivent être effectivement perçues jusqu'au dernier centime d'euro.

Le Vlaams Belang ne compte pas en rester là et interpellera la ministre à ce sujet en commission mobilité. Il est impensable qu'on puisse se résigner à traiter la fraude comme une simple fatalité.

A portrait of a middle-aged man with short, grey hair, wearing a dark blue textured blazer over a light-colored striped shirt. He is standing outdoors with a blurred green background. He has a watch on his left wrist and his hands are clasped in front of him. A blue banner with white text is overlaid on the lower part of the image.

DOMINIEK LOOTENS-STAEI

*Nos adversaires politiques aiment à dire
que les zones de non-droit sont un
« fantasme de l'extrême droite »*

INTERVIEW

LE BILAN D'UNE LÉGISLATURE

Les élections régionales bruxelloises auront lieu le 9 juin de cette année, c'est-à-dire très bientôt. Qui mieux que Dominiek Lootens-Stael, le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, pouvait nous livrer un bilan critique de cette législature 2019-2024 sur un certain nombre de faits marquants ?

Bruxelles Demain (BD): Dominiek Lootens-Stael, quel est le fait le plus marquant de cette législature du Parlement bruxellois selon vous ?

Dominiek Lootens-Stael (DLS): Sans aucun doute la crise sanitaire. Les élections de mai 2019 à peine derrière le dos, début mars 2020, le ciel nous tombait sur la tête. L'être humain est ainsi fait que notre cerveau a tendance à enfouir dans sa mémoire des événements traumatisants, même récents, comme cette crise terrible. Souvenons-nous tout de même de toutes ces souffrances et ces dizaines de milliers de morts. Souvenons-nous aussi des gigantesques couacs du gouvernement, avec les masques, le matériel médical défaillant, les informations contradictoires, etc. Mais quelle que soient nos analyses de ce qui s'est passé et quel que soient les avis des uns et des autres sur la pertinence de certaines mesures de confinement et de port du masque, j'ai été marqué par la démonstration que l'analyse du Vlaams Belang concernant la réalité des zones de non-droit à Bruxelles était faite.

Nous avons vu des quartiers entiers de certaines communes, celles où se sont installées certaines communautés allochtones au point d'y être majoritaires, refuser de respecter les règles décidées par l'autorité publique. Hélas, une fois de plus, on a laissé faire, donnant ainsi à ces communautés l'impression qu'à Bruxelles, tout est permis parce que l'Etat est totalement défaillant. Cela n'augure rien de bon pour le futur.

BD : Les finances bruxelloises sont dans le rouge, et même dans le rouge vif, n'y avait-il rien à faire pour empêcher cette catastrophe ?

DLS : La contribution de la Région de Bruxelles-Capitale au chaos financier global de ce pays est énorme. Le ministre-président a fait exactement ce que ses collègues de la Vivaldi ont fait : jeter par les fenêtres des sacs pleins d'argent qu'on n'a pas !

Le résultat est que cette Région est dans un désastre financier jamais vu. La dette a atteint des niveaux inimaginables. En l'an 2000 la dette s'élevait à 2,8 milliards d'euros, aujourd'hui elle est de 4,8 milliards. On s'attend à une dette de 14,4 milliards d'euros d'ici l'année prochaine. On peut affirmer avec certitude que la plus forte augmentation a eu lieu au cours de cette législature: 8,2 milliards d'euros !

La Cour des comptes est d'une sévérité inouïe pour le gouvernement bruxellois. Elle se demande, à juste titre, comment Bruxelles pourrait parvenir à l'équilibre budgétaire. Le ministre des Finances avait promis l'année dernière d'effectuer une série d'économies, mais cette promesse a été vite oubliée. L'intention était d'économiser 600 millions d'euros, mais après quelques parottes avec les démagogues socialistes et les gourous verts, il n'en reste que 150 millions d'euros. Cela représente à peine 10 % d'un déficit budgétaire qui se situe à 1,1 milliard d'euros.

La réalité est que la Région perçoit 5,65 milliards d'euros et qu'elle dépense 7,79 milliards. Quiconque générerait son budget familial de cette façon se retrouverait rapidement sous tutelle financière. La Cour des comptes appelle une énième fois à dépenser moins, car tout comme un simple citoyen, on ne peut pas emprunter indéfiniment. Alors, qui va payer? Les contribuables, bien entendu, c'est-à-dire les classes moyennes qui fuient déjà massivement la capitale. Celles-ci sont remplacées par des immigrés et des illégaux, qui coûtent à leur tour des montants exorbitants. C'est cette spirale infernale qui détruit Bruxelles.

Une des cibles favorites des écofascistes à Bruxelles est les automobilistes qui après Good Move et ses joyeusetés quotidiennes verront la taxe de circulation et la taxe d'immatriculation augmenter. Les touristes, si importants pour la Région bruxelloise, seront également ponctionnés, leur taxe de séjour passe de 4 à 6 euros pour les hôtels, et de 3 à 5 euros pour les chambres d'hôtes, etc, etc, etc...

Alors comment y remédier ? D'abord il faut que cesse immédiatement le saupoudrage des subventions multiples et diverses aux asbl dont l'utilité n'est pas

démontrée et cela concerne la grande majorité de celles-ci, ensuite il faut faire un audit complet et non partisan sur ce que coûte la présence des institutions européennes à Bruxelles, notamment en ce qui concerne la présence de milliers d'expatriés européens qui ne payent pratiquement pas ou pas du tout d'impôts chez nous alors que leur présence à un coût. Les manifestations quasi quotidiennes à Bruxelles en rapport avec la présence des institutions européennes ont un coût. Il faut donc négocier avec les autorités européennes un contrat de collaboration avec la Région bruxelloise afin d'obtenir une participation financière plus équilibrée. La criminalité a un coût également, il faut donc déclarer lui déclarer la guerre.

Il faut mettre en chantier une refonte de l'organisation de la Région, des communes, des CPAS, des logements sociaux et des zones de police afin de faire des économies d'échelle. Il faut combattre sans pitié la corruption qui gangrène nos institutions régionales et communales. Bref, comme vous le voyez, il faut s'y atteler sans délai. Pour cela, Bruxelles a besoin de femmes et d'homme politiques qui défendent l'intérêt général avant leur intérêt personnel. Là, la balle est dans le camp des électrices et des électeurs.

BD : On parle souvent de la fracture qui existe entre le monde politique et les élites, ou supposées telles, et les citoyens. La mise en place de Good Move n'en est-il pas un exemple édifiant ?

Tout à fait. Je n'ai pas de meilleur exemple en tête. C'est propre à cette gauche totalitaire de penser qu'il faut faire le bonheur des gens malgré eux. Entendons-nous bien, il s'agit de LEUR vision du bonheur. Ils veulent faire la campagne dans la ville et faire de Bruxelles un laboratoire idéologique en érigeant leur vision de la mobilité en dogme. La réalité n'a (presque) pas été prise en compte. Les grandes différences entre les quartiers ont été ignorées et le citoyen n'a pas eu son mot à dire. Le résultat est que nous sommes dans la panade: le métro 3 promis sera encore une fois retardé et son financement n'est même pas assuré car la Région bruxelloise est quasiment en faillite.

« La circulation est toujours paralysée, il y a 18 % d'accidents impliquant des trottinettes électriques et des cyclistes de plus qu'auparavant et l'état des rues est digne de certaines républiques africaines. »

Le Vlaams Belang s'est immédiatement mobilisé contre cette absurdité. Notre Région a absolument besoin d'un renouveau économique, sans cela la faillite sera inévitable. Or, une activité économique florissante et encouragée signifie une mobilité fluide, du parking, des zones de livraisons, bref tout ce que Good Move a détruit. Seule certitude, Ecolo/Groen sera blackboulé lors des élections de 2024. Au bout du compte, ce sera un cauchemar qu'on s'efforcera d'oublier au plus vite.

BD : Comment avez-vous vécu l'échec de l'interdiction de l'abattage rituel sans étourdissement à Bruxelles dont vous avez été le défenseur le plus acharné au sein du Parlement bruxellois ?

DLS : Très mal ! Je suis un très grand défenseur de la cause animale et je me suis engagé dans ce combat contre l'abattage rituel sans étourdissement avec la plus grande énergie. J'ai été le premier à déposer une proposition d'ordonnance pour arracher un vote en faveur de l'interdiction de cette barbarie. Finalement, après des années de tergiversations, de consultations, d'avis demandés au Cour constitutionnel, qui a considéré que l'étourdissement obligatoire des animaux préalablement à leur abattage dans les Régions Flamande et Wallonne ne viole pas la Constitution, la question a enfin été débattue au parlement bruxellois. J'ai moi-même retiré ma proposition au profit d'une autre similaire présentée par un autre député afin de ne pas prendre le risque de voir voter contre uniquement parce que cette ordonnance est présentée par le diable en personne, c'est-à-dire un élu du Vlaams Belang.

Malheureusement, et finalement il fallait s'y attendre, les partis politiques qui survivent grâce aux voix arabo-musulmanes ont voté contre l'interdiction et il n'a donc pas été possible de faire cesser l'atrocité de ces abattages barbares. J'en ai éprouvé une tristesse profonde et surtout un ressentiment immense pour ces élus non musulmans qui ont préféré prendre leurs électeurs islamiques dans le sens du poil plutôt que de respecter leur mentalité occidentale qui comporte le respect de la vie animale, et ce pour conserver leurs petits mandats. J'en ai éprouvé le plus grand dégoût. Heureusement ce dossier évolue puisque très récemment, la Cour européenne des droits de l'homme a considéré à son tour, après la Cour constitutionnelle belge, que l'étourdissement obligatoire des animaux préalablement à leur abattage ne constituait pas une atteinte à la liberté religieuse. **Le Vlaams Belang sera en première ligne dans ce dossier, comme il l'a été depuis le début.**

BD : *Cette législature a vu la violence, toutes les sortes de violence, violences liées à la drogue, violence gratuite, violence terroriste, etc. littéralement exploser durant cette législature. Est-ce inévitable et faut-il se faire à l'idée qu'on ne peut rien y faire ?*

DLS : Lorsque Bruxelles a été tragiquement frappé par le terrorisme en 2015, nous pensions que nous avions atteint un niveau indépassable de violence. Malheureusement, ce qui se passe depuis, grosso modo, la fin de la crise sanitaire prend des proportions inimaginables. J'ai déjà évoqué la question des zones de non-droit où l'autorité de l'Etat est absente, en clair où la police hésite à venir, ou le plus souvent n'ose plus y mettre le pied ou même la roue.

« Nos adversaires politiques aiment à dire que ces zones de non-droit sont un « fantasme de l'extrême droite ». »

Pourtant, ce qui se passe dans le parc de logements sociaux du Peterbos à Anderlecht n'a rien d'un fantasme. Des jeunes cagoulés y ont créé des checkpoints aux différentes entrées du site pour y contrôler les identités des personnes et vérifier le contenu des véhicules. Un quartier entier est sous la coupe d'une bande criminelle qui y décide d'un couvre-feu pour les habitants, qui décide qui entre ou pas dans leur zone, qui sont prêts à défendre « leur » territoire les armes à la main, où les journalistes risquent leur peau ! **Ceci ne se passe pas au Brésil ou en Afrique du Sud, non, cela se passe à Bruxelles, capitale de la Belgique et capitale de l'Union européenne et non pas en 1915, non, en 2024 !**



Les fusillades se multiplient, aussi dans les rues commerçantes, comme ce fut le cas à la Porte de Namur. Il y a eu ces pauvres supporters suédois qui se sont fait abattre par un illégal, il y a les traditionnelles émeutes qui éclatent dès qu'un « jeune », souvent présenté comme ayant un comportement exemplaire alors que son dossier judiciaire dit exactement le contraire, se fait contrôler. Il y a les tout aussi traditionnels incendies volontaires de véhicules, notamment lors des fêtes de fin d'année. Il y a les patrouilles de police, les pompiers, les ambulanciers qui se font caillasser. Bref, cette violence a pris au cours de cette législature une dimension insurrectionnelle dont le pouvoir politique veut ignorer l'ampleur.

Est-ce inévitable ? Pour le Vlaams Belang tout ceci est parfaitement évitable. La notion même d'Etat de droit repose sur le principe essentiel que l'autorité de l'Etat doit être assurée toujours et partout sans la moindre exception. Aussi que l'appareil judiciaire garantit le respect des lois. Partant de ce cadre de référence fondamental, le pouvoir politique a le devoir, lorsque l'Etat de droit est en danger, comme c'est le cas aujourd'hui, de mettre TOUT en œuvre pour rétablir l'ordre et la loi. Il faut donc définir ce rétablissement comme la priorité absolue des pouvoirs publics à tous les niveaux : fédéral, régional, local. Il faut déclarer la guerre à ceux qui veulent miner notre Etat de droit.

Dans cette reconquête l'armée a certainement un rôle à jouer, mais il faut aussi mieux soutenir nos policiers, mieux les équiper et les protéger contre les accusations intempestives de « racisme » et autre « discrimination » qui les empêchent de faire leur travail sérieusement. Si certaines communautés sont plus contrôlées que d'autres, c'est évidemment parce qu'elles sont majoritaires dans les chiffres de la délinquance et qu'elles constituent la majorité de la population carcérale. **J'estime que la seule manière de juguler cette catastrophe consiste à déclarer le rétablissement de l'ordre et la loi comme le chantier prioritaire de la prochaine législature.**

N'oublions pas qu'une ville criminalisée comme Bruxelles n'attire pas les commerces, n'attire pas les clients, n'attire pas les investisseurs et donc les emplois. La prospérité de Bruxelles passe obligatoirement par le rétablissement de l'Etat de droit sur l'ensemble du territoire 24 heures sur 24. Il est temps que le personnel politique bruxellois ouvre les yeux et se décide enfin à appréhender la réalité.

BD : *Vous ne serez plus candidat à votre succession au sein du Parlement bruxellois, mais vous ne disparaîsez pas de la scène politique, loin de là. Quel est votre prochain défi ?*

DLS : C'est avec le sentiment du devoir accompli que je termine un long parcours au sein du Parlement bruxellois. J'y ai, contre vents et marées, maintenu la voix du bon sens, avec des succès électoraux considérables pour un parti de droite flamand et des défaites qui restent des blessures, mais toujours avec la même conviction chevillée au corps que Bruxelles mérite mieux que ce que les partis du système lui donnent. Je pense, comme le Président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, que Bruxelles a besoin de la Flandre et que la Flandre a besoin de Bruxelles.

Mais au-delà de cette complémentarité économique, il faut aimer Bruxelles. Bruxelles a besoin d'être aimée pour son histoire, ses dialectes, son esprit si particulier, son humour, sa culture, son patrimoine. Il faut mieux faire connaître la spécificité bruxelloise, et c'est ce que je me propose de faire si les électeurs

m'en donnent le mandat. **J'aurai l'honneur le 9 juin prochain de mener la liste du Vlaams Belang pour le Parlement flamand.** En effet, c'est une particularité que les électeurs qui font le choix de voter pour un parti néerlandophone à Bruxelles peuvent également élire un certain nombre de candidats pour le Parlement flamand. Ceci n'existe pas du côté francophone. Donc, les francophones qui souhaitent voter pour le Vlaams Belang à Bruxelles devront faire un choix linguistique au moment de voter. C'est une information importante pour ne pas perdre de voix.

Je serai donc toujours impliqué dans le travail de développement du Vlaams Belang à Bruxelles où mes amis pourront toujours compter sur mon expérience. Ce n'est donc en aucun cas un adieu, mais bien un au revoir.

BD : *Merci pour votre temps et vos réponses !*

DLS : Ce fût un grand plaisir !

■



LE PTB EST LE PARTI DE L'ISLAM

Travailleurs, « damnés de la terre », méfiez-vous, le PTB est le parti de l'islam conquérant, fier et dominateur. Le député fédéral Raoul Hedebouw, par ailleurs président du PTB, s'est prononcé en faveur de l'autorisation du port de l'abaya islamique (qui couvre presque tout le corps) à l'école pour les filles de huit ans et plus. C'est hallucinant, s'est écrié Tom Van Grieken, le Président du Vlaams Belang. Ces fillettes doivent donc aller à l'école voilées. Pour la énième fois, les masques tombent et il est clair que le PTB est le parti de l'étranger en général et de l'immigration en particulier.

Une abaya est un vêtement généralement noir, une sorte de robe, portée par certaines femmes d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de la péninsule Arabique. Ce vêtement est porté par-dessus d'autres vêtements et il couvre tout le corps sauf les mains et les pieds. C'est cet accoutrement d'un autre âge et d'une autre latitude que le PTB souhaite autoriser, et donc sommes toutes encourager, pour les enfants à partir de huit ans. Bien sûr, le camarade Raoul Hedebouw parle dans ce contexte de « libre choix », mais c'est une vision totalement hypocrite. En pratique, aucune jeune fille n'aura le choix de refuser ce carcan de tissus.

Tout comme le foulard, le niqab ou la burqa, l'abaya ou toute autre forme de voile est indéniablement un symbole de discrimination et d'oppression à l'égard des femmes dans l'Islam. En réalité, pour le PTB, les droits des enfants ou les droits des femmes n'ont aucune importance lorsqu'il s'agit de capter les suffrages de certaines communautés immigrées. Il s'agit ici d'un sordide calcul politicien. Il n'y a pratiquement plus de « prolétariat » au sens réel du terme en Belgique (Personne qui ne peut attendre de ressources que de la rémunération que lui alloue celui auquel il loue ou vend sa force de travail). Pas plus que de « lutte des classes » au sens du début

du siècle passé. Les communistes d'aujourd'hui, sortes de fossiles politiques vivants, croient voir dans les communautés immigrées installées chez nous, légalement ou pas, un nouveau « prolétariat » avec lequel ils pensent pouvoir fomenter le « Grand Soir » qui les portera au pouvoir. Un pouvoir qui se traduira rapidement en dictature, la « dictature du prolétariat », bien entendu. Avec Raoul Hedebouw comme Conducator omnipotent, jusqu'au jour où l'un de ses petits camarades viendra le dégommer pour prendre sa place.



▲ Filles portant l'abaya en France

Le Vlaams Belang ne permettra jamais que les femmes de ce pays soient exposées à la pression de fondamentalistes religieux obscurantistes qui veulent déterminer comment elles doivent s'habiller. La position dégoûtante de Raoul Hedebouw en dit long sur le PTB. Ce Parti communiste a choisi son électorat, ce ne sont pas les autochtones qui l'intéressent en premier lieu, très loin de là. Ce Parti sectaire préfère son lointain à son prochain pour des raisons purement électorales. Il appartient aux électeurs autochtones de ne pas tomber dans leur piège.

PETERBOS : LES BANDES ONT PRIS LE POUVOIR

Le quartier du Peterbos à Anderlecht est une zone de non-droit depuis des décennies. Tout le monde sait cela et certainement les habitants honnêtes du quartier qui vivent la peur au ventre. Nous nous rappelons qu'il y a plus de 25 ans, des habitants avaient déjà contacté le Vlaams Belang (Blok à l'époque) parce que des gamins de douze, treize ans étaient passés chez tous les locataires autochtones pour leur dire de ne plus sortir après 18 heures parce qu'alors le complexe devenait leur territoire et qu'il n'était pas question de les déranger dans leurs deals.

Le Vlaams Belang a interpellé le pouvoir politique sans relâche au sujet de ces zones de non-droit, on nous a répondu qu'on allait agir, au mieux ou, plus souvent, que c'était un fantôme ridicule. Beaucoup de Bruxellois se souviendront de ces journalistes flamands qui étaient venu pour faire un reportage sur le quartier et qui ont dû prendre leurs jambes à leur coup tout en ramassant des cailloux et des pavés jetés par une horde de gamins goguenards.

Le Peterbos est entièrement investi par les gangs de la drogue, c'est connu. Ce qui est nouveau par contre, ce sont les voies d'accès au quartier qui sont bouclées avec des check-points et les visiteurs qui sont fouillés par des dealers masqués. Même les agents de sécurité de G4S n'osent plus pénétrer dans le quartier. Pour le Président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, ce sont des quartiers sur lesquels le gouvernement n'a plus aucun contrôle et où notre société a été remplacée par une autre. Nous devons restaurer la loi et l'ordre et pour y arriver il faut faire un grand nettoyage.

Le journal *Het Laatste Nieuws* rapporte une situation choquante. Le quartier du Peterbos est connu depuis

longtemps comme une zone dangereuse. Environ 4.000 personnes d'au moins trente nationalités différentes y vivent. Les témoignages recueillis par le journal sont révélateurs: du personnel du chantier qui doivent négocier avec les bandes pour pouvoir continuer à travailler, des règlements de comptes en plein jour entre bandes rivales, et des agents de sécurité de G4S qui ne veulent plus y mettre les pieds.

LES GANGS ONT PRIS LE POUVOIR

« Tout cela est totalement inacceptable. Pas un pouce de territoire ne devrait être laissé à ces gangs. Mais que font les partis du système ? Rien du tout! Cela fait des années qu'ils détournent le regard et qu'ils permettent cela, par ignorance et par négligence. Il n'y a qu'un seul parti qui souhaite changer radicalement cette situation : c'est le Vlaams Belang », déclare Tom Van Grieken.

Le Vlaams Belang souhaite une approche plus dure à l'égard des gangs de la drogue et de toute forme de criminalité dans le quartier et dans les quartiers similaires. La police doit être présente 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, avec les moyens en personnel et en matériel suffisant pour entamer la reconquête de ce territoire perdu par la démocratie et l'Etat de droit. Il faut rechercher activement toute trace de consommation de drogue et de criminalité et il doit y avoir une tolérance zéro absolue. Les gangs de la drogue ne devraient pas se sentir en sécurité une seule seconde et il faut bien sûr que l'appareil judiciaire se dote enfin d'un système de comparution immédiate 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. C'est une guerre qu'il faut diligenter contre la criminalité et pour gagner une guerre, il faut s'en donner les moyens ! ■





DOSSIER

« CE QUE L'ON CONÇOIT BIEN S'ÉNONCE CLAIREMENT... »

Il arrive qu'au détour d'un texte austère traitant d'un sujet extrêmement sérieux se révèle une pépite drolatique. C'est le cas en ce qui concerne une proposition d'ordonnance déposée au Parlement bruxellois par le député socialiste Julien Uyttendaele (le fils de l'avocat et constitutionnaliste que le monde nous envie et qui est, accessoirement, l'époux de Laurette Onkelinx).

Cette proposition d'ordonnance est « sobrement » intitulée : « Proposition d'ordonnance modifiant le Nouveau Code électoral communal bruxellois afin de partager proportionnellement et de manière égale entre tous les candidats qui en bénéficient, la voix émise lors de plusieurs votes ». En gros, Julien Uyttendaele en a marre du vote ethnico-religieux. Il s'est fait remarquer durant cette législature par sa défense méritoire et acharnée de la laïcité dans l'hémicycle bruxellois et au sein de la régionale du PS, à contre-courant de la tendance islamiste dominante orchestrée par Ahmed Laaouej.

RÉSISTANCE LAÏQUE À L'OBSCURANTISME RELIGIEUX

Le point culminant de sa résistance laïque à l'obscurantisme religieux au sein des islamo-socialistes fut le vote au Parlement bruxellois sur l'abattage rituel sans étourdissement. Inutile de rappeler le fond du sujet, les lecteurs de Bruxelles Demain connaissent parfaitement ce dossier. Lors des débats précédant ce vote, Julien Uyttendaele avait tenu un discours courageux en faveur de l'étourdissement, en rappelant les principes fondamentaux de la laïcité et du respect de la vie animale, à l'instar du Vlaams Belang. Depuis lors le torchon brûle entre lui et les islamo-socialistes, au point qu'il a décidé de quitter le PS bruxellois.

Nous écrivions dans le Bruxelles Demain du deuxième trimestre 2023 : « Ce n'est plus un secret

pour personne depuis longtemps, le PS bruxellois est malade de sa diversité. Il s'agit de la difficulté croissante de faire vivre ensemble des élus arabomusulmans, de plus en plus présents au sein et à la tête du PS bruxellois, des élus turco-musulmans et des élus de souche très majoritairement attachés aux valeurs de la laïcité. Au-delà des luttes à mort entre « camarades socialistes » pour s'accaparer les mandats les plus rémunérateurs, c'est en réalité une fracture civilisationnelle qui sépare aujourd'hui les socialistes bruxellois occidentaux et les socialistes bruxellois orientaux ».

VOTE ETHNICO-RELIGIEUX

Julien Uyttendaele constate que lors des élections, de toutes les élections, les arabomusulmans votent majoritairement pour des candidats arabomusulmans, les noirs votent majoritairement pour des candidats noirs, et les blancs votent majoritairement pour des candidats blancs. Nous voyons ainsi que ces votes ethnico-religieux influencent considérablement la composition des assemblées. Rassurez-vous, l'élusocialiste, aussi lucide soit-il, ne s'est pas risqué à formuler les choses aussi platement, nous dirions même... aussi clairement.

Pour paraphraser Leibniz, Julien Uyttendaele prend « la paille des mots pour le grain des choses ». Nous nous sommes très naturellement souvenus de cette citation hyper connue de Nicolas Boileau Despréaux : « Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément ». Nous verrons que pour Julien Uyttendaele, le chemin pour joindre un point A à un point B, n'est définitivement pas la ligne droite.

Voici un extrait de sa proposition d'ordonnance qui vaut son pesant de cuistrerie alambiquée :



▲ Julien Uyttendaele (PS).

« Quatre modèles explicatifs se dégagent des études portant sur les facteurs influençant la probabilité d'opter pour le vote préférentiel.

Parmi ceux-ci, celui de l'identification qui repose sur l'hypothèse d'une forme de principe d'appariement qui induit que les électeurs cherchent à voter pour des candidats auxquels ils s'identifient, qui leur ressemblent et/ou qui partagent avec eux certaines caractéristiques sociodémographiques parce qu'ils auraient plus de chances de bien les comprendre et les représenter. L'utilisation par les électeurs de ces raccourcis cognitifs peut expliquer le favoritisme endogroupe.

Ces traits des candidats agissent donc comme des raccourcis décisionnels et cette logique d'identification aura plus d'influence dans les groupes minorisés politiquement. Les recherches en psychologie sociale en matière de discrimination ont permis de confirmer que l'orientation d'un vote n'est pas simplement lié à l'hostilité ou au ressentiment envers les exogroupes, mais elle est aussi souvent enracinée dans les « sentiments, jugements et actions favorables » des gens envers les membres de leur propre groupe. Il en ressort également que les minorités, qu'elles soient de genre, ethnique ou linguistique, sont plus enclines à exprimer un vote préférentiel ».

A la première lecture, j'ai cru à une blague, un pastiche, une caricature et j'ai bien ri. Mais pas du tout ! **Voilà où en arrive lorsque la censure, et pire encore l'autocensure, empêche de dire les choses clairement comme elles sont.**

ISLAMO-SOCIALISME

Au fond, que veut nous dire Uyttendaele ? Que les arabo-musulmans votent majoritairement pour des candidats arabo-musulmans, les noirs votent majoritairement pour des candidats noirs, et les blancs votent majoritairement pour des candidats blancs. Mais cette formulation totalement intelligible pour le plus grand nombre ne répond pas aux normes du politiquement ultra-correct, du wokisme inquisiteur et de la cuistrerie naturelle des pseudo-élites du « camp du bien ». Un élu socialiste ne peut pas formuler de cette manière ce qui pourtant est une évidence pour tout le monde. L'ancien Président des socialistes flamands, l'inénarrable Conner Rousseau, n'avait pas pris de tels gants jargonnesques pour dire ce qu'il pense de la communauté Rom. Mais il avait bu. Voilà pourquoi.

Bien, le vote ethnico-religieux est donc un fait avéré mis en équation par les sciences humaines. Le Vlaams Belang en a pris conscience il y a des décennies et il a été qualifié de « semeur de haine et de peur » par les « vrais démocrates ». Aujourd'hui, ces mêmes « vrais démocrates » se grattent la tête en se demandant comment ils vont sortir de ce borbier.

Nous laisserons le bénéfice du doute à Julien Uyttendaele sur sa motivation à cracher dans la soupe électorale socialiste. Est-ce pour défendre les valeurs de la laïcité ou parce que le vote ethnico-religieux opère des transferts de mandats bien rémunérés des socialistes autochtones vers des islamo-socialistes allochtones. Allez savoir...

■



Patrick Sessler
Ancien député bruxellois

LA NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS MENACÉE À BRUXELLES

Le Vlaams Belang est radicalement contre la proposition qu'Ecolo/Groen a présenté au conseil communal d'Anderlecht. Il s'agit d'une motion qui doit permettre au personnel communal en contact avec le public de porter des signes religieux. Dans la pratique cela signifie principalement d'autoriser le port du foulard islamique.

Le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens-Stael, considère qu'une fois de plus la neutralité des services publics est menacée à Bruxelles. Pour lui, Ecolo/Groen s'attaque ainsi frontalement à la neutralité constitutionnelle de notre société par opportunisme électoral. Il s'agit ni plus ni moins de prendre l'électorat arabo-musulman dans le sens du poil.

ALIBI MORAL

On a ressorti l'habituel alibi moral selon lequel toutes les concessions faites à l'archaïsme islamique serviraient à mettre fin aux discriminations. C'est lourd, c'est très lourd et c'est même pachydermique. De quoi s'agit-il ? L'échevine chargée de l'égalité des chances à Anderlecht, Madame Nadia Kammachi (Ecolo), souhaite permettre au personnel communal de porter des symboles philosophiques et/ou religieux, y compris dans des fonctions de contact avec le public. Selon elle, l'accueil des administrés doit refléter toute la société. En pratique, cela signifie principalement autoriser le port du foulard islamique.

Dominique Lootens-Stael déclare tout net que Ecolo/Groen est prêt à jeter les principes les plus élémentaires de la laïcité et de la neutralité dans la fonction publique à la poubelle pour séduire son électorat de prédilection, à savoir la communauté arabo-musulmane qui est très présente à Anderlecht, comme chacun sait. Notons l'incroyable arrogance des nouveaux maîtres de la politique anderlechtoise, en effet, l'échevin pour l'égalité des chances Kammachi (Ecolo) n'a même pas consulté ses partenaires de coalition, ce qui a provoqué une grande frustration au sein de la majorité. Au-delà du bras de fer politique qui se joue à Anderlecht, c'est l'agenda caché d'Ecolo-Groen qui inquiète. Celui-ci favorise la polarisation et augmente la fracture entre les laïcs et les positions d'inspirations religieuses.

Pour le Vlaams Belang, ce n'est pas la commune qui doit s'adapter à ses citoyens, mais les citoyens qui doivent s'adapter aux principes constitutionnels de notre pays.

LE VLAAMS BELANG PRÔNE LA NEUTRALITÉ

Le foulard est un symbole clairement religieux, qui désavantage les femmes, ce qui est incompatible avec un gouvernement neutre. Les militants et activistes islamistes, qui sont pléthore en Région bruxelloise, voient naturellement cela comme une avancée considérable vers l'accomplissement de l'ambition des Frères musulmans d'islamiser la terre entière. A Anderlecht le processus avance à grands pas.

« Au cours de l'année écoulée, le principe de neutralité des services publics a été mis à plusieurs reprises sous pression à Bruxelles par les partis de gauche. »

A Schaerbeek et à Molenbeek-Saint-Jean, on avait déjà tenté d'autoriser le port du foulard derrière le comptoir avec une initiative similaire. En outre, le principe de neutralité au sein de la STIB et des services régionaux a été fortement mis à l'épreuve au cours de cette législature par le gouvernement bruxellois lui-même et par une décision de justice. Si l'autorité ne régit pas avec la puissance et la détermination nécessaire, il est quasi certain que le port du foulard deviendra la norme à Bruxelles à plus ou moins brève échéance.

Finalement, le texte proposé à Anderlecht a été amendé de telle sorte qu'en ce qui concerne le personnel en contact avec le public les signes religieux ne pourront pas être portés, mais bien par les employés de l'administration communale qui ne sont pas en contact avec le public. Une reculade stratégique pour mieux sauter. Nous verrons la composition du prochain conseil communal après les élections du 13 octobre 2024. Il est probable que la représentation arabo-musulmane sera encore plus grande, voire majoritaire, et alors, selon vous, qu'arrivera-t-il ?

آنچه در مورد بلژیک به شما گفته نمی شود:
What they don't tell you about Belgium:



70 درصد مردم نمی خواهند که شما آنجا بروید
70% of the population doesn't want you here

صبر کنید و فریب نخورید! به دنبال جایگزین های بهتر در منطقه خود باشید!
Hold on and don't be fooled! Search for better alternatives in your region!

آنچه در مورد بلژیک به شما گفته نمی شود:
What they don't tell you about Belgium:



بی خانمان خواهید شد
You will be homeless

صبر کنید و فریب نخورید! به دنبال جایگزین های بهتر در منطقه خود باشید!
Hold on and don't be fooled! Search for better alternatives in your region!

LE VLAAMS BELANG MÈNE UNE CAMPAGNE DE DISSUASION À **KABOUL**

Le Vlaams Belang organise depuis quelques jours une campagne de dissuasion à l'étranger. « *Le gouvernement fédéral refuse de faire quoi que ce soit pour endiguer le flux continu de demandeurs d'asile, nous prenons donc nos responsabilités. L'année dernière, plus de 35.000 demandeurs d'asile sont arrivés dans notre pays. La grande majorité n'avait pas droit au statut de réfugié mais ces personnes illégales n'ont pas été expulsées par la suite. Une politique d'immigration stricte est la seule politique migratoire humaine possible* », déclare le président du Vlaams Belang Tom Van Grieken.

LE VLAAMS BELANG AGIT LÀ OÙ L'ÉTAT FAIT DÉFAUT

Depuis une dizaine de jours, le Vlaams Belang diffuse des annonces dans la région de Kaboul, la capitale afghane, sous le nom de Belgium INFO. Les messages sont en anglais et en dari. Le but est de décourager les Afghans de venir en Belgique. L'année dernière, l'Afghanistan figurait parmi les trois premiers pays d'origine des demandeurs d'asile. Le Vlaams Belang prévient par exemple que les gens se retrouveront à la rue ou qu'ils ne pourront pas poursuivre leur voyage prévu au Royaume-Uni. La campagne financée par le Vlaams Belang conseille aux Afghans de chercher des alternatives dans leur propre région du monde.

Le nombre de demandeurs d'asile arrivant ici reste énorme. L'année dernière, rien qu'en Belgique, il y a eu plus de 35.000 demandes. C'est la troisième année record consécutive. Il y en avait plus d'un million pour l'ensemble de l'Union européenne. Rien n'est fait pour

réduire ce chiffre, ni en Belgique ni au niveau de l'Union européenne. Dans la plupart des cas, ceux qui viennent ici sont finalement déboutés et disparaissent dans l'illégalité. Cette politique d'ouverture des frontières désastreuse et inhumaine doit cesser. Le Vlaams Belang prend ses responsabilités et il informe correctement les gens sur place des conséquences de leur venue en Belgique. En réalité, in casu, le Vlaams Belang se substitue à l'Etat belge qui fait dramatiquement défaut sur l'ensemble du dossier de l'immigration.

L'EUROPE DOIT S'INSPIRER DU VLAAMS BELANG

Cette campagne d'information et de dissuasion nous apprend également beaucoup sur les mécanismes de l'immigration venue d'Afghanistan. Il y a des Afghans qui sont d'accord avec nous, mais il y a aussi ceux qui partagent des témoignages sur la facilité avec laquelle il est possible d'entrer en Europe.

Cela montre qu'il y a encore beaucoup de travail à faire et que l'image de l'Europe et de notre pays est avant tout celle des frontières ouvertes. Il faut donc maintenant tout faire pour que notre pays, mais aussi l'Union européenne, s'inspire de l'initiative du Vlaams Belang pour endiguer le tsunami migratoire et sa conséquence directe qu'est le remplacement de fait des populations enracinées. Par ailleurs, il faudra rapidement réfléchir à la question de la générosité de notre sécurité sociale par rapport à ces personnes qui arrivent ici massivement. S'il n'y a plus aucun intérêt à venir ici, on n'y viendra plus. C'est aussi simple que cela. ■



L'AUTOMOBILISTE, RESSOURCE FINANCIÈRE INÉPUISABLE...

Le SPF Justice a demandé à la Police fédérale routière de supprimer totalement les marges de tolérance des radars mobiles le long des autoroutes. Il est frappant de constater que le ministère de la Justice fait référence à plusieurs reprises à « l'augmentation des recettes fédérales ». C'est indiqué noir sur blanc dans un e-mail récemment divulgué. Le Vlaams Belang, qui a publié l'information, a réagi avec colère parce que c'est la preuve définitive que la justice ne se concentre pas sur la sécurité routière, mais bien sur le renflouage des caisses de l'Etat grâce aux amendes pour excès de vitesse.

Jusqu'à présent, quiconque est flashé sur une autoroute belge peut compter sur une certaine tolérance. En pratique, cette tolérance garantit que les radars, à Bruxelles et en Wallonie, ne flashent qu'à partir de 140 kilomètres par heure, et en Flandre de 129 à 135 kilomètres par heure. L'année dernière, il a été annoncé que les flashes fonctionneraient toujours à partir de 129 kilomètres par heure sur les autoroutes, mais jusqu'à présent cela n'a pas encore été le cas avec les caméras mobiles. Le ministère de la Justice fait désormais pression pour supprimer cette tolérance. C'est ce qu'affirme un mail qui a fuité du service «Trafic transfrontalier» adressé à la police fédérale des routes.

L'OBJECTIF, C'EST L'ARGENT DES AUTOMOBILISTES

Le mail montre que le ministère de la Justice demande à la police fédérale des routes de participer à un projet pilote dans différents districts. Le projet « contribuera à atteindre nos objectifs en matière de sécurité routière et de revenus fédéraux compte tenu de la diminution de ce chiffre au cours de l'année écoulée... Le succès de la suppression des tolérances

pour les contrôles de la section fédérale et les caméras fixes ont clairement montré que la révision des marges de tolérance peut avoir un effet positif sur le nombre d'amendes infligées, ce qui affecte directement les recettes fédérales... **Compte tenu des défis financiers auxquels notre gouvernement fédéral est confronté, il est impératif que nous exploitions toutes les sources de revenus possibles.** La mise en œuvre d'une politique uniforme [...] peut avoir un impact significatif sur l'augmentation des recettes du fonds de sécurité routière qui reviennent à la police fédérale ».

On ne peut pas être plus clair. Le ministère de la Justice a souligné à plusieurs reprises l'importance d'augmenter les recettes fédérales.

« La sécurité routière est incluse pour la forme, mais le véritable objectif est clairement démontré, c'est l'argent des automobilistes. »

Tout le monde au sein de la police n'est pas convaincu que la tolérance zéro concernant les caméras fixes le long des autoroutes profite à la sécurité routière. La police fédérale des routes est actuellement confrontée à un manque de 165 employés et est obligée de libérer davantage de capacités pour traiter les amendes sur les autoroutes. La capacité de contribuer au traitement des amendes routières des zones de police locale via les centres de traitement régionaux diminue donc, de sorte que les zones de police locale doivent réduire les contrôles sur les routes régionales et communales ou les traiter administrativement elles-mêmes. Nous ne pensons pas que ce soit une bonne évolution.



LA N-VA DIT OUI AU PACTE MIGRATOIRE

Pour beaucoup de Bruxellois francophones, la N-VA apparaît comme une bonne réponse droitrière au cloaque politique, très majoritairement de gauche, dans la capitale. Les médias francophones invitent également régulièrement des porte-parole de la N-VA dans leurs émissions, probablement pour que cette N-VA captent des voix qui pourraient autrement se porter sur le Vlaams Belang à Bruxelles.

Mais, ce que les Bruxellois francophones ne savent peut-être pas, c'est que ce parti n'est absolument pas opposé à l'immigration, bien au contraire. C'est également le cas du MR, avec un Georges-Louis Boucher qui roule un peu des mécaniques, et qui essaye de récupérer les voix du Front National disparu, mais qui nomme Madame Hadja Lahbib au poste de ministre des Affaires étrangères et qui vote à tour de bras à l'Europe en faveur du pacte migratoire. D'une façon générale, il faut se méfier des imitations et des bonimenteurs et il faut toujours préférer l'original à la pâle copie et l'original... c'est le Vlaams Belang.

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen a voté les documents législatifs du pacte migratoire. Les neuf documents ont été adoptés. Ce pacte migratoire n'impose pas de limite supérieure au nombre de demandeurs d'asile et ne prévoit aucun mécanisme de retour. La seule conclusion qui s'impose est que cela augmentera davantage le flux migratoire.

Ce pacte migratoire a été renvoyé au Parlement européen pour une nouvelle approbation après des négociations avec le Conseil et la Commission européenne. C'est par cette procédure que le pacte a finalement atterri sur la table de la commission LIBE. Le pacte prévoit, entre autres choses, un mécanisme de relocalisation des migrants et des protections procédurales plus strictes pour les migrants. Par

exemple, il y aura un coordinateur européen pour la relocalisation et les demandeurs d'asile devront bénéficier d'une assistance juridique gratuite tout au long de la procédure. En réalité, c'est une véritable escroquerie politique. Ce pacte migratoire prétend être une approche plus stricte en matière d'asile, mais en réalité il ouvrira davantage les vannes. Il gère la migration, plutôt que de l'arrêter.

LA N-VA EST UN PARTI PRO-IMMIGRATION

Ce fameux pacte migratoire a été approuvé par une majorité du groupe PPE, du groupe sociale-démocrate S&D et du groupe libéral Renew. Les groupes de droite ECR et ID (dont fait partie le Vlaams Belang) ont voté contre. La députée européenne Assita Kanko, de la N-VA, a voté pour, contre son propre groupe ECR. Fin décembre, Madame Kanko et Monsieur Francken avaient qualifié le pacte migratoire d'erreur stratégique. Même pas deux mois plus tard, la « stratégie » de la N-VA a donc changé. Theo Francken déplace du vent et occupe la scène médiatique, mais finalement la N-VA approuve sans remous le pacte migratoire. On ne peut qu'en conclure que la N-VA est un parti favorable à la migration de masse.

Le pacte migratoire devrait être définitivement approuvé par le Parlement européen en avril. Le volet migration légale du pacte suivra bientôt, celui-ci vise à transformer la migration illégale en migration légale. Le Vlaams Belang préconise une option de non-participation à la politique d'asile et de migration européenne, comme le font les Danois et ce afin de reprendre le contrôle de notre politique d'asile et de migration. L'accueil des demandeurs d'asile doit avoir lieu dans leur propre région du monde, les immigrés illégaux doivent perdre le droit d'asile et les frontières extérieures doivent être fermées. C'est pourquoi nous devons nous retirer de la politique européenne d'asile et de migration, comme les Danois, et tracer notre propre voie.



NOUS

SOMMES

BRUXELLES

 **VLAAMS BELANG**